



## 15ème législature

<b>Question N° :</b> <b>41508</b>	De <b>Mme Marie Tamarelle-Verhaeghe</b> ( La République en Marche - Eure )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Économie, finances et relance		<b>Ministère attributaire</b> > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique
<b>Rubrique</b> > bâtiment et travaux publics	<b>Tête d'analyse</b> > Pénurie de matières premières dans le Bâtiment et les Travaux Publics	<b>Analyse</b> > Pénurie de matières premières dans le Bâtiment et les Travaux Publics.
Question publiée au JO le : <b>05/10/2021</b> Date de changement d'attribution : <b>21/05/2022</b> Question retirée le : <b>21/06/2022</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

Mme Marie Tamarelle-Verhaeghe attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance sur la question de la pénurie de matières premières dans le BTP. Elle rappelle que l'on observe actuellement une flambée des prix des matières premières et notamment dans le secteur du BTP. Dans la circonscription de Mme la députée, dans l'Eure, le prix du bois de charpente est passé de 300 euros le mètre cube à plus de 600 euros ; quant à l'acier, son prix a augmenté de plus de 25 %. Cette flambée des prix s'explique par la pénurie de matières premières, elle même provoquée par la reprise économique rapide en Chine et aux États-Unis d'Amérique. Ces deux pays se fournissent beaucoup sur le marché français, ce qui provoque une pénurie de la plupart des matières premières. Mme la députée souligne que, du fait de cette pénurie, les entreprises du bâtiment ne sont plus capables de fournir leurs prestations dans les délais ordinaires. Elles ne sont parfois même plus en mesure d'honorer leurs commandes. Ces conséquences sont notamment importantes dans l'Eure : le représentant du BTP dans le département parle de conséquences lourdes pour les entreprises qui subissent de plein fouet les pénalités de retard et qui se retrouvent asphyxiées dans leur quotidien. Elle rappelle enfin que des solutions peuvent être adoptées, telles que le gel des pénalités de retard, l'indexation des prix, ou la levée des pénalités de retard en cas de manque de matériaux. Ces mesures pourraient permettre de réduire les conséquences de la flambée des prix des matières premières. Elle demande ce que le Gouvernement entend mettre en place pour soutenir les entreprises face aux conséquences de cette pénurie.